

**QUE FAIT LA
BANQUE NATIONALE SUISSE
AVEC NOTRE MONNAIE ?**

RÉVEILLONS-NOUS !

A red silhouette of the Swiss Confederation, including the four major cantons and the Jura region, is centered on the page. The text is overlaid on this silhouette.

+ Patrick Dimier
au Conseil national 2015

conseilnational@dimier-group.com

QUE FAIT LA BANQUE NATIONALE SUISSE AVEC NOTRE MONNAIE ?

La prospérité de la Suisse
passe par une politique citoyenne,
pas par la politique de l'argent.

RÉVEILLONS-NOUS!

Patrick Dimier
au Conseil national 2015

conseilnational@dimier-group.com

**Pourquoi faut-il
impérativement
nous réveiller ?**

Introduction

En octobre 2010, Stéphane Hessel publiait un petit livre au titre ravageur, «INDIGNEZ-VOUS». Son principe actif était la résistance pacifique aux agressions constantes contre les droits fondamentaux. Selon ses propres mots «créer, c'est résister. Résister c'est créer» posés en conclusion de son ouvrage au succès planétaire «Indignez-vous».

Depuis la parution de ce livre choc, la pression des milieux de la finance mondiale n'a cessé de s'accroître pour devenir totalement infernale, à commencer par l'accroissement de la pression fiscale destinée à collecter de plus en plus de monnaie légale pour alimenter l'État-dette. Ceux qui le peuvent quittent le pays et ceux qui ne le peuvent pas restent pris au piège. Cette violence extrême est savamment orchestrée par des intérêts aussi peu avouables que visibles. Comme dans un tour de magie, tout est visible, quand on cherche à voir et seulement lorsqu'on sait ce que l'on cherche. Ce sont ces arcanes qui, en coulisses, s'accaparent à la fois les richesses naturelles et les commandes réelles des États, suivant scrupuleusement le concept global de maîtrise de la dette des États. Au XIX^e le premier «Baron de Rothschild» né Mayer Amschel Bauer, qui a été le financier de Guillaume I^{er} électeur de Hesse-Cassel, a eu cette phrase prémonitoire «Donnez-moi le contrôle de la dette et je me moque de ceux qui font les lois».

La situation grecque s'inscrit parfaitement dans cette dynamique maléfique, et juste avant elle, celle de Chypre nous a montré le sort particulièrement rude que réserve la clique de l'€-groupe aux avoirs privés confiés, plus exactement «prêtés», à des établissements de cette zone géopolitique.

Personne n'a rien dit car une grande partie des dits avoirs étaient d'origine russe, oubliant du même coup que n'importe quels avoirs et n'importe quel pays sont à la merci de ces illusionnistes qui veulent faire plier précisément des régimes bancaires puissants, et le nôtre par exemple, face à la «lex bancaria» qui sert ces marionnettistes et leur funeste dessein. L'histoire de la «Federal Reserve» brièvement évoquée ci-après est une éclatante démonstration de la méthode utilisée.

Les banques privées suisses, notamment, (à ne pas confondre avec les banques commerciales) sont une cible de choix car, depuis plus de 200 ans, elles gèrent et font prospérer les avoirs de très nombreuses familles de par la planète, sans jamais « émettre » le moindre franc sous la forme scripturale. C'est l'occasion de préciser d'emblée qu'à notre avis, ces Maisons sont les seules à pouvoir prétendre au nom de « banquier ». Les autres sont des « grossistes de liquidités artificielles ».

Pouvoir financier

Ces manipulations sont de vrais actes de guerre d'un nouveau style. Plus besoin de mobiliser des troupes toujours plus chères à entretenir, il suffit de monopoliser le trafic financier du commerce mondial pour mettre à genoux les pays qui, à l'image de la Suisse, ont des velléités d'indépendance ou pire, qui ont l'outrecuidance de prétendre jouer un rôle protecteur dans la finance mondiale en marge du dieu \$.

Le sérieux problème que pose cette posture dominatrice est qu'elle soumet, comme le disait Rothschild, la volonté des peuples à la loi d'un très petit nombre qui s'enrichit et prend le pouvoir en générant de la dépendance et de la pauvreté. Contrairement aux banques privées « old fashion » à la genevoise, dont l'activité consiste à faire fructifier un patrimoine au nom du client en investissant intelligemment dans des secteurs économiques, les grossistes de monnaie scripturale prédatrice et usurière s'enrichissent en générant de la monnaie introduite sous forme de dette du peuple. Une dette à ce point colossale qu'elle peut ébranler un pays. La Grèce est un exemple comme l'a été Chypre. Celles et ceux qui pensent que cela est dû à la petite taille de ces États se trompent lourdement, par exemple la Grèce a une population de taille comparable à celle de la Suisse. La taille n'est pas en cause, seul le système l'est.

Comme le disait si bien Stéphane Hessel, nous devons résister et organiser la résistance planétaire à ces prédateurs. S'indigner n'est manifestement pas suffisant vu la puissance de ces forces maléfiques.

C'est pourquoi il est de notre devoir de nous réveiller grâce aux outils de notre démocratie directe qui nous en donne les moyens. Sans quoi ces gens, lentement mais sûrement, vont asphyxier le monde et, par conséquent nos libertés individuelles, de façon aussi implacable que feu le régime soviétique de funeste mémoire, dont les mécanismes, bien qu'agissant sur le puissant ressort de l'opposition entre le monde ouvrier et le patronat, fonctionnait en réalité sur un principe identique, maîtriser les foules laborieuses en les privant des richesses, pourtant créées par leur travail, qui étaient accaparées par une nomenklatura, version communiste de la clique de Wall Street. En réalité, la pensée de Marx a été un leurre fantastique qui a permis à cette nomenklatura de contrôler les pays asservis en cachant la finalité réelle de l'exploitation économique de la masse par des seigneurs discrètement cachés derrière des figures emblématiques, tel le « petit père du peuple », qui servaient à cacher la cause réelle de l'exploitation économique de tous par les seigneurs discrets de la création de monnaie « féodale ».

La Suisse a cette particularité de pouvoir prétendre reposer toute entière sur la volonté de son Peuple qui, d'ailleurs, porte le beau nom de Souverain. La réalité matérielle est toute autre puisque seuls 60 milliards de budget sont gérés annuellement par l'état fédéral, alors que de leur côté les grossistes de monnaie scripturale gèrent des bilans en francs suisses de plus de 1500 milliards et une création annuelle inconnue, mais supérieure au budget fédéral. En fait ce sont eux qui, objectivement détiennent le plus de pouvoir.

Cela nous amène nécessairement à nous poser la question « à quoi sert cette souveraineté si elle n'est, en réalité, qu'illusoire ? ». Pour illustration, souvenons-nous des baissés de culotte de nos dirigeants qui plient à la moindre contrariété comme cela s'est produit dans l'attaque frontale entreprise par Wallashington (ce terme illustre la mainmise de Wall Street sur Washington) contre notre système bancaire.

La volonté de résister

La Souveraineté n'a de sens que si les gouvernants élus sont profondément animés de la volonté de résister. Force est de constater qu'au cours de la législature qui s'achève, ces dirigeants ont surtout été animés par le souci de

plaire et ont eu la faiblesse de plier et, sommet de la trahison, font mine de ne pas comprendre le système monétaire de la monnaie féodale.

Quant au législatif, il se distingue par sa passivité alors qu'il détient la puissance législative pour contrôler le système monétaire et surtout la BNS. Au lieu de ça, il a même abandonné ce pouvoir à une agence extérieure appelée FINMA qui est désormais totalement hors du contrôle des élus du peuple.

Les votations fédérales les plus récentes montrent que sur les questions identitaires, le gouvernement fédéral n'est pas aligné sur la volonté réelle du Souverain ce qui nous conduit à un premier constat :

Dans un système de démocratie semi-directe, plus que dans tout autre, l'Exécutif doit puiser sa source dans le Peuple. A fortiori si les textes parlent de Souverain.

Les tentatives récentes allant dans ce sens étaient trop simplistes pour un système aussi complexe que celui qui permet à la Suisse, depuis 1848, de tenir ensemble. Cette cohésion est aujourd'hui en danger par l'action conjuguée d'intérêts très opposés.

D'un côté une volonté de s'accaparer les richesses de citoyens et de l'autre de faire croire à la richesse du système monétaire, alors que l'argent, c'est seulement des nombres dans une comptabilité.

Petit résumé historique

Afin de bien comprendre ce qui va suivre il est nécessaire de faire un rappel historique de la création du modèle qui a conduit à la réforme de la BNS et la création de la FINMA en 2008.

Dès la fin des turbulences causées par la mise à feu et à sang de l'Europe par les guerres napoléoniennes, c'est-à-dire en réalité au milieu du XIX^e lors de la sortie du monde agraire et de la naissance du monde industriel, le monde a connu une croissance soutenue. Cette croissance reposait, du point de vue monétaire, sur une base commune à tous, l'or. C'est lui qui a permis l'essor qu'a connu le monde moderne et a été le moteur d'un réel progrès économique. Si je dis réel c'est qu'il reposait sur une contrepartie physique que tout le monde utilisait, monnayable en tout temps. Dans ce système la banque centrale était contrainte d'avoir une liquidité garantie par ses avoirs, lesquels se « liquéfiaient » au fur et à mesure de leur vente qui devait intervenir au plus tard à 90 jours, comme l'explique très bien le Prof. Antal Fekete dans son ouvrage « Le retour au standard or ».

Dans ce monde-là le risque de voir la banque centrale s'exposer au-delà de ses avoirs était nul. Le gros inconvénient de ce système à couverture 100% or est qu'il devient, à un moment ou un autre, un frein sérieux à l'expansion monétaire. C'est à ce moment-là que l'étalon-or a connu son premier coup de butoir puisqu'il a été dépeint comme un frein à la modernité. En fait, il était surtout un frein à une autre calamité, celle de la guerre. Avec l'étalon-or, à la fin d'un conflit, l'état des finances du vainqueur comme celles du vaincu était calamiteux.

Tout au contraire, en supprimant cet étalon, l'état de guerre permanente devenait possible et avec elle la naissance de fortunes colossales des aciéristes et autres affairistes construites sur la production de monnaie de singe sans autre contrepartie que la solidité apparente de l'émetteur, et sa capacité à duper les citoyens par de belles paroles.

C'est de cette façon que le monde moderne a basculé du mécanisme de paiement anticipé à celui du crédit.

Pour faire très simple, dans le monde d'avant 1914, le banquier (qui pouvait encore porter ce nom) vous avançait de la liquidité garantie par de l'or qu'il possédait, en contrepartie d'une marchandise qui passait sous son contrôle. Nous étions dans un système de prêt avec contre-partie (marchandise contre avance sans création monétaire du banquier) et dont le solde vous était versé au moment de la livraison permettant au commerce de devenir multilatéral.

A l'opposé, dans le monde d'après 1914, le banquier crée de la liquidité sans avoir la moindre couverture, par un simple jeu d'écriture. La banque, devenue grossiste de monnaie, inscrit à l'actif de son bilan le contrat qui vous lie à elle et à son passif un simple nombre, devenu de la monnaie qu'elle a ainsi créée ex-nihilo. Avec ce changement de paradigme, la banque, outil essentiel d'avance de liquidités pour le commerce et l'industrie, et qui gagnait sa vie sur les marges, est devenue, en s'autorisant à créer de la monnaie ex-nihilo, un faux monnayeur, avec l'accord de la banque centrale qui est le complice objectif de cette production de fausse monnaie.

Illustration comptable

Dans les banques privées, le compte d'un client n'est pas dans le passif du bilan de la banque, mais dans des comptes séparés spéciaux dits des actifs sous gestion : il s'agit d'un dépôt véritable.

Versement d'un prêt à un client par transfert de liquidités	Actifs sous gestion de la banque			Evolution
	Compte de paiement du client			+1'000
	Bilan de la banque		Evolution	Evolution
	Actif	+0	Passif	+0
	Liquidité (caisse)	-1'000		
Créance de prêt à client	+1'000			

Le bilan de la banque n'a pas changé, la quantité de monnaie est conservée.

Dans les banques commerciales actuelles, le compte de paiement d'un client est dans le passif du bilan de la banque : c'est une dette.

Versement d'un crédit à un client par création ex-nihilo	Bilan de la banque	Evolution		Evolution
	Actif	+1'000	Passif	+1'000
			Compte de paiement	+1'000
	Créance de crédit à client	+1'000		

Le bilan de la banque a augmenté comme la quantité de monnaie, c'est une création de monnaie ex-nihilo.

C'est sur la base de cette fiction que s'est construite la puissance américaine du début du XX^e siècle. Notamment son énorme puissance industrielle automobile. Ce qui fit dire à Henry Ford :

« Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin ».

Il convient dès lors de rappeler ici comment et pourquoi est née la Réserve Fédérale Américaine le 23 décembre 1913 sous l'impulsion, dans la coulisse, de John Pierpont Morgan (JP Morgan). Officiellement c'est sur proposition du sénateur républicain de Rhodes Island, Nelson Wilmarth Aldrich. Il était, en réalité, le cheval de Troie de Wall Street au Congrès.

Afin de pallier les aléas des crises de liquidités de 1873, 1893, et finalement la panique qui succéda à la crise de 1907, un groupe particulièrement influent de magnats de la finance new-yorkaise, au nombre desquels l'omniprésent Morgan, décidèrent de sonner la fin de cette instabilité, qui avait été bien utile pour justifier une réaction.

Il fut dès lors facile à ce cercle d'influence de mettre sur pied, comme on le fait toujours en pareille situation, une commission parlementaire. C'est ainsi que naquit la « commission monétaire nationale » et il parvint à placer son porteur d'eau, N.W. Aldrich, à sa tête... Comme par hasard !

La réelle intention n'était pas du tout de stabiliser la monnaie américaine. Le but était de s'assurer à la fois son contrôle et surtout son flux en direction du

public. Par ce moyen, le citoyen américain devenait, sans s'en rendre compte, l'esclave de sa monnaie et du système de réserve fédérale.

Pour atteindre cet objectif, le dénommé Aldrich convoqua ceux qui allaient lui permettre de rédiger le rapport qui devait conduire à la loi qui a transformé les États-Unis d'Amérique, tels que les avaient imaginés les Pères Fondateurs, en un immense jeu de l'avion. C'était le 22 novembre 1910 au soir, à la gare Hoboken dans le New-Jersey, à bord d'un wagon privé fermé attelé à un convoi spécial et dans le plus grand secret.

Pour faire court, participaient à cette irréaliste équipée les personnes suivantes, outre le secrétaire personnel d'Aldrich Shelton, le gratin de la finance new-yorkaise: Franck Vanderlip, président de la National City Bank, Henry P. Davison associé et JP Morgan, Charles D. Norton, président de la First National Bank of New-York (appartenant à JP. Morgan majoritaire du capital-actions), Benjamin Strong autre porteur d'eau de JP Morgan et enfin un récent émigré allemand Paul Warburg associé de Kuhn, Loeb & Co. Ce dernier sera, matériellement, le vrai auteur de la loi qui va fonder le système de la réserve fédérale américaine.

C'est avec ce groupe, totalement isolé du monde pendant 10 jours, sur l'île de Jekyll au large de la Géorgie et appartenant aux banquiers new-yorkais, qu'Aldrich accoucha du rapport de la « Commission monétaire nationale ». Afin de masquer l'origine et le but ultime de cette loi, les comploteurs créèrent « La Ligue des Citoyens » dont l'action servit de leurre. Pour crédibiliser le tout, trois professeurs des plus grandes universités américaines, Princeton, Harvard et Chicago, participèrent à la campagne nationale devant assurer le soutien populaire à cette nouvelle loi.

Un homme ne fut pas dupe, le député Charles Lindberg Sr qui déclara le 15 novembre 1911 devant la Commission : *« Le projet Aldrich est le projet de Wall Street, c'est une vaste remise en question du gouvernement par celui qui a pris fait et cause pour le « trust monétaire » qui permettra à ce dernier, en cas de besoin, de créer une nouvelle panique monétaire pour intimider le peuple »,* et de conclure *« Lorsque le Président Wilson signera ce projet de loi, le gouvernement invisible du Pouvoir Monétaire sera légalisé... **Le pire crime législatif de tous les temps est perpétré par cette loi sur la banque et le numéraire** ».*

Plus sérieuse encore sera l'attaque frontale du Sénateur Mc Veagh qui déclarera en 1913 préalablement au vote final qui a eu lieu le 23 décembre 1913 :

Nous nous opposons au projet de loi Aldrich pour les raisons suivantes :

- L'absence totale de contrôle gouvernemental ou public sur le mécanisme bancaire créé,
- Sa tendance à placer le contrôle du vote dans les mains des grandes banques membres du système,
- Le risque extrême d'inflation monétaire inhérente à ce système,
- L'aspect monopolistique dangereux du projet,
- Le contrôle par la banque centrale de la monnaie nationale qui pourrait ainsi profiter du crédit des États-Unis à son profit personnel.

Le plan consistait à permettre à Wall Street de conduire, à son profit, la politique monétaire du pays, quels qu'en soient les intérêts réels.

Cette construction est celle qui a été reprise en Suisse lors de la création de la BNS.

En quoi consiste ce plan plus exactement et en quoi affecte-t-il le reste du monde en général et la Suisse en particulier ?

La résistance face à l'hégémonie du \$

Dans un récent article paru dans «Le Temps», le Sieur Juan Zarate nous a expliqué qu'après le 11 septembre 2001 il a personnellement réussi à convaincre les autres pays d'utiliser le système bancaire «swift», au motif de traquer les fonds criminels. Par ce coup de bluff il a, à leur insu, lié ces pays, de façon implacable, à la justice américaine. C'est ce coup-là qui permet depuis lors aux USA des attaques liberticides contre tous les pays qui ne suivent pas les règles de l' «empire». C'est un peu du Star Wars appliqué!

Ainsi, sous prétexte de standards internationaux de pseudo blancheur financière, la clique qui orchestre l'ensemble des transactions financières peut, selon ses humeurs, décider de quel État elle va déstabiliser.

Il faut dire que sur ce plan, la Suisse a été gratifiée d'un régime de faveur par les USA. Il y a plusieurs raisons à cela dont la principale est certainement que le système bancaire suisse constituait une zone de liberté contraire aux intérêts de ces individus qui fondent leur puissance, précisément, dans la maîtrise des mouvements financiers et la captation de flux financiers réels pour les transformer ensuite en fausse monnaie scripturale, émise comme un poison fatal dans l'économie mondiale, la rendant à la fois fragile et dépendante.

La Suisse, au lieu d'avoir à sa tête un gouvernement de combat, essentiel dans une période aussi difficile et complexe, n'a eu qu'une équipe d'amateurs, juste suffisante pour la navigation par beau temps. Sur le sujet le plus brûlant et le plus complexe, le secret bancaire, véritable armature de notre économie, la Suisse a été pourvue de la personne la moins apte à affronter un tel colosse. Sans oublier qu'à ses côtés on trouvait des diplomates certes chevronnés mais absolument pas rompus aux négociations politiques dures et particulièrement tranchantes avec ces coups d'éclats. Tout ce que les sphères diplomatiques détestent, ce n'est pas dans leurs gênes.

Il en est résulté un affaiblissement criminel de notre place financière par la perte de confiance que ces trahisons entraînaient et, dans sa suite, pas encore totalement réalisée, une compression tout-à-fait coupable de notre économie

dont le seul et unique but, inavouable, est de servir les intérêts des financiers internationaux ligüés de Wall Street.

Reconstruire

Il ne sert à rien de refaire le passé, il est passé.

Nous devons par contre réinstaurer ce qui a fait la base de notre réussite, la défense acharnée de la sphère privée et du pouvoir souverain individuel, pierre angulaire de notre système.

Il faut désormais reconstruire une économie forte dont le Pouvoir de création monétaire fait et fera toujours partie. Il n'est pas question une seconde d'ouvrir notre système bancaire à des fonds douteux. Il est question ici de dire et d'affirmer haut et fort, de façon intangible, que la maîtrise des flux financiers qui passent par notre monnaie est de la seule et unique compétence des autorités suisses en application de notre droit interne. Il convient, avec la même netteté de discours, de rappeler que la Suisse est un pays de banquiers privés individuels et responsables au sens premier de ce terme, et non pas une nation de créateurs de fausse monnaie. Autrement dit le contraire des États qui nous attaquent sur la nature même du métier de banquier, dont ils usurent et détournent allègrement le sens premier.

Si cela ne devait pas convenir à l'un ou l'autre des pays qui se disent amis de la Suisse on peut, dans un premier temps, expliquer en quoi consiste et comment s'exprime notre Souveraineté. Si cela ne devait pas suffire alors il appartiendrait à la Suisse d'être nettement plus inventive et dynamique dans le choix de ses alliances de politique économique et financière. Il faut reconnaître que, sur ce point précis, les signes d'indépendance envoyés sont plutôt encourageants et méritent d'être soulignés.

Le discours de fermeté est celui qu'il ne faut en aucun cas lâcher. Les pressions extérieures sont avant tout une intimidation et les règles internationales ne permettent précisément pas de traiter la Suisse comme elle l'a été, y compris par certains de ses voisins qui, par ailleurs, sont très heureux de pouvoir recycler une partie de leur chômage dans notre système qui fonctionne

manifestement encore un peu mieux que le leur. Pour cela il faut montrer une détermination sans faille et ne jamais avoir peur des représailles en sachant retrouver notre indépendance monétaire. Il faut aussi savoir acquérir une indépendance énergétique nous libérant des trafics de cours de l'énergie fossile.

La politique n'est pas un long fleuve tranquille, c'est une monde dur et sans pitié. Celles et ceux qui ne l'ont pas compris n'ont rien à faire aux commandes d'un État, a fortiori lorsqu'ils ne sont que les mandataires de la volonté du Peuple, comme c'est le cas en Suisse. Et cela même si, comme les conseillers fédéraux, ils ne sont pas en place par le suffrage universel, qui est pourtant la seule source du pouvoir en démocratie.

Certes on connaît tous la complexité de notre pays mais au lieu de la voir comme un frein à l'innovation politique, il faut l'appréhender comme un moyen d'être créatif. Ce qui semble évident c'est que le système de l'élection au second degré nous a prouvé, au cours de la législature finissante, ses limites. Elle a rendu visible le divorce entre les intérêts privés, souvent portés au pouvoir par les lobbies qui infestent la vie politique fédérale, et l'intérêt général. Une bonne partie de la gauche a abandonné la défense réelle de cette thématique lourde. Cette gauche-là préfère s'enfermer dans des exercices de rhétorique électoraliste plus simple « les riches contre les pauvres » plutôt que de s'attaquer au cœur du réacteur infernal, la création monétaire artificielle et incontrôlée.

Que ce soit par incompréhension des enjeux ou par complicité de fait, le système en place est l'oreiller de paresse du concept de l'état de dette permanente qui permet de financer leur État providence.

Le faux argument du repli

En exerçant librement son droit d'initiative le Peuple suisse a décidé, non pas de fermer ses frontières, mais de réguler l'afflux de personnes sur son territoire. L'objectif est d'être en mesure de gérer à la fois la croissance économique et démographique du pays dont le territoire devient de plus en plus exigu. Ce qui est pour le moins surprenant sur ce point précis, c'est qu'une partie de la classe politique veut préserver l'environnement et donc l'empreinte écologique de l'habitat. C'est également ce que veut aussi le Souverain. De l'autre côté de l'échiquier, une autre mouvance veut préserver la qualité de vie en diminuant la pression démographique. La beauté de notre système a conduit le Souverain à accepter les deux propositions. Où est le problème direz-vous? Il est dû au fait que ceux qui prônent la protection de l'environnement n'ont absolument pas envisagé l'option politique empoignée par le camp d'en face alors même qu'il est cohérent avec la volonté populaire.

Pour sortir d'une telle situation, et compte tenu de traités contraignants signés par la Suisse avec sa voisine l'UE, il est indispensable de mener d'intenses campagnes d'information afin d'éviter la désinformation, mode opératoire usuel en UE.

Le conseil fédéral, selon son habitude, s'enferme dans l'option technique de l'administration et maintient la discussion au niveau des aspects administratifs alors qu'il s'agit de faire comprendre aux citoyens européens à la fois nos règles de fonctionnement démocratique et cette vision environnementale dont la conséquence conduit, inévitablement, à une limitation de l'immigration.

La situation actuelle de blocage est donc essentiellement le fait d'une communication grand public déplorable et, surtout, cette volonté totalement contraire aux Us et Coutumes politiques suisses, d'exclure de la discussion les partisans de l'une des deux approches de la thématique. La Suisse fonctionne car elle est fondée sur le principe de la volonté commune avec un outil essentiel, le consensus. Au lieu de cela, l'assemblage au pouvoir exécutif a pris l'option de la vision unilatérale ce qui expose l'ensemble de l'édifice « Suisse » à des risques dont le Souverain ne voudrait certainement pas s'il était correctement informé.

Se pose donc la question qui dérange, quel est l'agenda caché des membres de l'exécutif fédéral et quels sont les intérêts qu'ils défendent réellement. Ceux du pays pour lesquels les élus les ont cooptés ou ceux d'intérêts dissimulés derrière le choix de leurs personnalités ?

Cette question, qui est au centre du débat, est soigneusement éludée par celles et ceux qui, sur une base partisane et non pas objective, ont mis en place cet assemblage. Le résultat est atteint car l'hétérogénéité du collège est telle qu'il est impossible de sortir une politique à la fois homogène et cohérente. Autrement dit un boulevard pour agiter en public les différences et, dans la coulisse, poursuivre la vraie tâche, défendre les intérêts cachés de gnomes de la finances d'ici ou d'ailleurs.

Cette situation est la conséquence d'un coup d'état fomenté, comme toujours en pareille situation, par des intérêts divergents qui convergeaient sur une focalisation personnelle. Or la Suisse, de par sa structure, peut encore moins que les autres systèmes, fonctionner en « contre ».

La cohésion suisse fonctionne en positif, c'est-à-dire en défendant ses principes. Chaque fois que la politique suisse s'exprime contre ceux-ci, elle déraile. Ce système n'a de sens et de viabilité qu'à cette expresse condition. L'exemple le plus éclatant a été lorsque le centre-droit et le centre-gauche se sont alliés dans la seule perspective de bouter hors du cénacle une personnalité ne leur convenant pas ou ne convenant pas à leurs commanditaires. Il en résulte une désarticulation qui a ouvert la voie aux attaques brutales contre nos traditions bancaires. Le résultat est le même qu'ailleurs, ce sont nécessairement les citoyennes/ens qui paient l'addition.

Ainsi donc, lorsque la tempête s'est levée, et alors qu'il fallait un capitaine à la barre, la Suisse s'est retrouvée pilotée par des individus sans aucune cohérence politique et sans forte personnalité déterminée à défendre notre modèle économique et nos règles de protection de la sphère privée. En simple, là où il faut de la poigne nous avons été pilotés par la peur. Qui sait, pire encore par une volonté de détruire, objectif final des commanditaires de cette expédition et marionnettistes ultimes de septuor désaccordé.

Lorsque David s'est vu confronté à Goliath, il ne s'est pas posé de question, il a compensé son infériorité évidente par de l'intelligence, il a usé de son avantage de taille pour contourner un adversaire bien plus grand que lui en usant de sa mobilité et en paralysant la lourdeur de l'adversaire. David se fut-il réfugié au pied du colosse que celui-ci l'aurait écrasé. C'est exactement ce qui s'est passé dans la crise avec les américains. La Suisse officielle, tétanisée par la taille de l'adversaire et, il faut le dire, une vision de la politique qui ne peut avoir cours en pareille situation, s'est mise à trembler notamment pour des questions d'ordre bancaire, alors qu'il s'agissait de principes politiques. Au lieu de se mettre en mode défense, la Suisse officielle s'est mise en mode pliage. La résultante nous la connaissons et elle est d'une extrême gravité. La Suisse officielle, sans aucun mandat du Peuple donc sans la moindre légitimité, a non seulement abandonné un modèle qui fait sa richesse et celle de ceux qui y demeurent, mais encore a-t-elle, félonie suprême, autorisé des entreprises privées à livrer des citoyens suisses qui n'ont rien fait d'autre que leur travail en exécutant des ordres de supérieurs qui, eux, s'en sortent sans dommage. Même lorsqu'ils ont été parjures devant des autorités étrangères!

C'est devant ces accumulations d'errements et de compromissions politico-financières que nous, citoyennes et citoyens de Suisse, devons résister et le démontrer, nous indignes et le faire savoir, mais surtout, nous réveiller lors de la prochaine échéance électorale fédérale.

La BNS appartient-elle aux citoyens suisses ?

Vous êtes inquiets pour le futur, vous vous demandez comment et pourquoi les pays sont désormais les marionnettes d'une élite propriétaire du commerce de l'argent? Contrairement à ce que vous croyez, la BNS qui n'est pas une Institution publique est instituée par une loi fédérale, mais n'appartient pas au Peuple suisse. Son but avoué est de maintenir un taux bas pour mieux servir cette politique de la dette. La BNS permet à quelques privilégiés de créer de la monnaie, sous forme de dette du peuple envers les « grossiste de monnaie scripturale », qui détruit lentement et sûrement l'indépendance de chacun de nous en nous dupant avec de l'argent qui n'a aucune valeur légale puisqu'il vient du néant, généré par le « grossiste » qui vous le vend contre notre travail.

C'est contre cette machine infernale que nous, Citoyennes et Citoyens de ce pays, devons impérativement nous mettre en mouvement.

Cet automne, RÉVEILLONS-NOUS et envoyons à Berne des parlementaires qui s'engagent publiquement à démonter cette machine infernale et qui sont disposés à se coaliser dans cette perspective sans tenir compte de l'étiquette politique. Le but qu'ils s'engageront à poursuivre ensemble est de redonner à la Suisse sa Souveraineté monétaire non pas par un vieux mécanisme de repli mais, tout au contraire, en créant une base citoyenne forte à l'Institut d'émission national.

C'est cette Souveraineté-là qui est importante car c'est elle qui nous permettra de ne plus être l'objet de pressions extérieures qui nous affaiblissent, qui ont conduit le conseil fédéral à faire des concessions inadmissibles, qui sont autant d'abandon de notre indépendance. Ces actes sont contraires à nos intérêts et n'ont pu être commis que dans l'ignorance, voire contre l'avis du Souverain et, qui plus est, en affectant lourdement notre ordre juridique et la protection de la sphère privée, pierre angulaire du modèle économique suisse. Ces abandons sont d'autant plus inadmissibles qu'ils ont été concédés à une pieuvre qui est autrement plus dangereuse que celle née en Calabre.

On nous agite le spectre du \$ devant les yeux comme un chiffon rouge devant ceux du taureau, nous distrayant des vrais enjeux dont le premier est de retrouver notre souveraineté, notamment en redonnant le pouvoir aux Citoyens dans une gestion démocratique de la BNS et en interdisant toute création de monnaie légale en dehors de son seul responsable. Dans la foulée nous devons revoir le statut de la FINMA qui est un autre instrument clé de notre activité tant monétaire qu'économique au sens étroit du terme. Actuellement en mains privées et asservie aux intérêts du lobby des grossistes de monnaie scripturale, elle peut édicter des ordonnances ayant force de loi sans avoir été validées par le débat démocratique. Cette captation est tout simplement la marque de la faiblesse pathétique de l'exécutif fédéral dont les membres donnent l'impression d'être choisis par les lobbies, dans les coulisses, sur la base de leur incompétence, carte d'accès nécessaire à leur manipulation. Ces individus ne sont plus nos représentants mais ceux d'arcanes invisibles qui en font des marionnettes!

Vous aurez donc compris que la réponse à la question « la BNS appartient-elle au Peuple suisse » est malheureusement négative.

Non seulement la BNS n'appartient pas aux citoyens mais en plus elle n'est pas gouvernée par ses représentants. La BNS est un véritable cheval de Troie, disposé au cœur du système. L'une des preuves récentes est le taux négatif contre les dépôts d'épargnants forcés que sont les cotisants des fonds de pension qui, outre le fait que c'est un leurre technique, constitue une attaque frontale contre les avoirs d'épargnants suisses au lieu d'une protection. C'est à se demander si les parlementaires fédéraux qui ont ouvert cette boîte de pandore comprenaient ce qu'ils étaient en train de faire. La réponse est probablement également négative. Si la réponse devait être positive ou si des parlementaires osent prétendre aujourd'hui avoir totalement compris la portée de leur décision en laissant la BNS dicter seule la politique monétaire du pays, je pense que ces individus méritent l'adjectif de traîtres. Ils ont vendu la politique monétaire à des puissances qui dépassent largement le pouvoir démocratique qui constitue notre base constitutionnelle.

Comme le rappelait Liliane Held-Khawam dans un article du Temps le 28 septembre 2014: « *Le peuple suisse subit un cumul de peines. La fonte de son patrimoine, la perte de son autonomie, le passage automatique à la caisse pour*

des décisions qu'il n'a pas prises... ». Cela peut paraître un goutte d'eau pour certains mais il n'en demeure pas moins que c'est une façon inique d'encaisser de l'argent fruit de notre travail pour alimenter la pieuvre.

Il est donc temps que le Peuple suisse non seulement se réveille, mais surtout reprenne en mains les outils qui lui assureront sa prospérité mais aussi sa maîtrise de financement des grosses infrastructures. L'urgence vient du fait qu'une poignée de personnes dont la probité n'est pas si évidente et surtout l'indépendance peu probable, dirige non seulement l'Institut d'émission mais aussi et surtout le contrôle de la masse monétaire. En fait ce quarteron camoufle mais justement ne contrôle rien. En réalité ils créent un peu de monnaie pour cacher les déséquilibres comptables inéluctables des grossistes qui créent discrètement la monnaie scripturale. Leur activité souterraine entraîne un déséquilibre inquiétant entre la monnaie émise ayant cours légal et la totalité de FAUX francs suisses créés ex-nihilo par les banques commerciales. Le montant exact est inconnu mais on retrouve au moins 1600 milliards dans les bilans des banques, dont 1000 milliards émis sous la forme de crédit. On peut ajouter au moins 500 milliards de «shadow banking» invisible dans les comptabilités officielles, qui sert par exemple à spéculer ou à financer les guerres et tous les autres trafics. Mettons ces chiffres en perspective avec le budget annuel fédéral, inférieur à 70 milliards, et avec le Produit Intérieur Brut annuel, environ 640 milliards.

Ces seuls chiffres doivent alerter les citoyens/ennes de ce pays comme du monde entier d'ailleurs puisque le schéma est le même partout et qu'en réalité la cible des marionnettistes qui sont dans la coulisse, comme c'est le cas en Grèce, c'est de mettre la main sur notre patrimoine collectif.

Si nous n'y mettons pas un terme très rapidement, la politique de la BNS sera de nature à affecter sérieusement et pour une longue durée à la fois la prospérité du pays mais aussi sa compétitivité qui est sa plus puissante arme économique.

La politique monétaire de la BNS, comme de son pendant régulateur la FINMA, contrôle l'activité économique du pays pour que celle-ci réponde aux intérêts mondiaux de ceux qui ont mis en place les dirigeants aux postes clés. Tous sont issus des rangs de conglomérats financiers qui maîtrisent la

haute finance en Suisse. Est-il encore nécessaire de rappeler ici que ni l'UBS ni le Crédit Suisse ne sont en mains suisses. L'une a été sauvée par un fond souverain singapourien et l'autre par un habile tour de passe-passe qui a permis aux qataris de faire main basse sur l'enseigne. Nous devons d'ailleurs la mise à nu de cet ingénieux stratagème à des anglais, sans que cela émeuve ni la BNS ni la FINMA. Normal me direz-vous, ils étaient aux premières loges.

Ce qui est aussi assez troublant c'est le mutisme convenu de la presse lorsque vient devant le Souverain une initiative aussi importante que celle qui nous a été soumise tôt en cette année 2015 et qui visait à revenir à une couverture or de notre monnaie.

Cette presse, alliée objective des milieux financiers spéculatifs, a gobé le discours biaisé de la BNS comme un serpent l'œuf fraîchement pondu d'une poule, goulûment et sans réfléchir. Notamment sans se poser la question fondamentale sur l'état de nos réserves, et sans les comparer à celles de nos voisins. S'ils l'avaient fait, ils ne seraient pas tombés dans le leurre avancé par la BNS concernant sa capacité à réagir aux marchés.

En réalité la couverture or de la monnaie permet de sécuriser le franc en cas de crise mondiale majeure afin de redémarrer après coup. Il ne s'agissait d'ailleurs pas d'une couverture totale qui irait à fin contraire mais de s'assurer d'avoirs tangibles et physiques en rapport avec l'activité économique réelle.

Pourquoi aucun journaliste économique n'a-t-il tiré le parallèle entre la crise de 2008 et celle de 1930 ? Pourtant, dans les deux cas nous sommes face à une crise profonde de stabilité financière conséquence d'une création monétaire discrète, totalement artificielle et galopante.

Une grosse partie de notre problème vient de la persistance du keynésianisme économique, même si son initiateur Keynes racontait tout et son contraire. Nous aurions dû comprendre depuis longtemps que le développement de cette organisation économique est plus proche d'un énorme Ponzi que d'une volonté de stabilité de l'économie à long terme.

En peu de mots, c'est une vision à court terme dont l'issue ne peut qu'être catastrophique. Elle explique en partie ce besoin constant de Wallshington (exprime la mainmise de Wall Street sur le politique au plus haut niveau) d'être en guerre puisque son économie est basée sur la dette et non sur des avoirs solides, l'or par exemple. Pour mieux comprendre l'utilité de l'étalon-or, il est nécessaire de faire un retour en arrière de cent ans et d'examiner la situation antérieure au premier conflit mondial.

A cette époque, et depuis la fin des guerres napoléoniennes en 1815, le commerce mondial le plus florissant que n'ait jamais connu l'économie mondiale fonctionnait de façon simple et sûre, basé sur l'étalon-or qui était régulé par une chambre de compensation, le marché des effets réels et monnaies réelles. Dès l'époque sumérienne, le système de comptabilité permet aux marchandises de voyager sur de très longues distances. Pour ne parler que de l'époque qui nous intéresse ici, disons en raccourci que les marchandises pouvaient être expédiées partout dans le monde par le biais d'outils comptables qui leur étaient attachés. Certes il y avait des fraudeurs occasionnels, mais c'était sans commune mesure avec le caractère systématique que nous voyons aujourd'hui.

Les banquiers dont on parle ici, étaient de vrais banquiers. Ils servent d'intermédiaires entre l'acheteur et le vendeur sur une base référencée et tangible, telle que l'or. La marchandise peut circuler tout comme l'effet de paiement. Les deux sur une base commune, faite par des comptables non intéressés aux nombres inscrits, dont la pertinence est la solidité de celui qui l'a émise.

Tout au contraire du système actuel qui lui repose sur une écriture comptable secrète, sans aucune fiabilité et qui conduit inexorablement à la catastrophe. La faillite de Lehman Brothers est une démonstration que le Ponzi monétaire actuel est un leurre dont seule l'échelle le rend difficile à voir.

Très récemment, la BNS a annoncé avoir perdu 50,1 milliards de francs au cours du premier semestre 2015. En dépit d'affirmations hasardeuses de pseudo spécialistes, ces pertes colossales prouvent qu'il s'agissait d'un soutien totalement artificiel. Leur-seul et unique but ne visait pas autre chose que

d'exfiltrer des titres à risque pour sauver des grossistes de monnaie qui se savaient très exposés.

En effet, la baisse prévisible des titres risquait fort de mettre ces grossistes avides, en faillite comptable, comme ce fut le cas en 2008 avec Lehman Brothers.

Seul un laquais au service du lobby de la Bahnhofstr pouvait prétendre, la main sur le cœur, que c'était dans le seul intérêt de notre pays. Qui peut prétendre que cette politique est saine et qu'elle n'expose pas exagérément la BNS. On est donc très loin du niveau de couverture qui est toujours dans l'imaginaire collectif! A titre de comparatif, rappelons tout de même que la réserve or de nos voisins directs est autrement plus solide! Toute l'opération de dénigrement orchestrée depuis les coulisses par le lobby des grossistes de monnaie, servilement relayée par une presse totalement hors sujet, a donc permis de manipuler l'opinion publique et elle a permis de faire échouer l'une des initiatives les plus importantes de l'histoire économique du pays. Je ne parle même pas des politiques qui nous ont soit montré leur incapacité à comprendre l'enjeu réel soit leur duplicité coupable avec ce stratagème machiavélique dont l'issue risque d'être un réveil très brutal face aux conséquences de politiques inconséquentes. La meilleure preuve de ce qui est dit ici c'est que l'argument de la capacité à défendre le cours plancher est parti en vrille quelques jours après le résultat de ce vote.

On constate à ce simple énoncé que la politique de la BNS est non seulement totalement erronée sur le long terme mais en outre elle est particulièrement dangereuse pour les citoyens/ennes suisses qui, ultima ratio, risquent de devoir la renflouer en cas de pépins majeurs. Malheureusement, ils ne sont ni hypothétiques ni très éloignés lorsqu'on sait que le bilan de la BNS frôle les 90% du PIB (bilan BNS 577 milliards, PIB 640 milliards) ce qui est tout simplement énorme, voire monstrueux en comparaison internationale!

Tout ce stratagème pour nous faire croire que cette politique est de nature à décourager les investisseurs à miser sur notre monnaie. Il est vrai qu'avec la politique conduite par les imposteurs de la BNS, il y a de fortes chances pour que notre monnaie se dévalue. Mais le risque parallèle est que ses engagements ont pris une telle proportion que la perte d'attractivité devient

un risque systémique bien plus grave que le mal supposé être combattu. Si la stratégie est de dégouter les investisseurs par une gestion calamiteuse, alors c'est la voie est royale. Certaines expositions pourraient permettre d'atteindre l'objectif avec des pertes dépassant largement 100 milliards puisque la BNS est surexposée en devises bancales ou en actions elles-mêmes soumises à des aléas totalement incontrôlables.

L'investissement de 2,1 milliards (selon les sources disponibles, plus selon d'autres) dans une société de gaz de schistes nord-américaine est un exemple significatif alors que non seulement cette énergie fossile ne correspond pas du tout à la volonté des Suisses de lutter contre le réchauffement climatique, mais en plus ces milliards seraient plus que bienvenus s'ils étaient investis en Suisse sur des projets énergétiques suisses conduits par des entreprises suisses aux mains d'actionnaires suisse sur la base d'études conduites dans nos Hautes Écoles Polytechniques!!!!

Ainsi donc, la BNS est un organisme totalement incontrôlable et incontrôlé qui, de toute façon, n'a aucun pouvoir de contrôle sur les banques commerciales qui émettent du franc suisse librement: la BNS c'est juste l'assurance des banques commerciales. Cette structure constitue une hypothèque majeure sur l'équilibre d'une économie aussi puissante et florissante que la nôtre par le seul fait d'un quarteron d'apprentis sorciers.

La question est désormais inévitable, la BNS peut-elle rester dans un tel statut juridique? La réponse est clairement négative et il est tout-à-fait évident qu'elle doit retourner sans attendre sous le contrôle du Peuple.

A ce consternant constat, il convient d'ajouter quelques lignes sur le gendarme de la finance suisse. On trouve à sa tête un individu qui est l'auteur d'une fraude massive internationale de taux d'intérêt (Libor au Japon). Autrement dit les loups ont été particulièrement rusés cette fois. Ils ont compris que les moutons du parlement fédéral les nourriront bien plus longtemps s'ils profitaient de la douce chaleur de la bergerie avec eux!

Et c'est ainsi que le parlement fédéral, soit par complicité avec les milieux proches de Wall Street soit par ignorance de la réalité matérielle, a fait de la FINMA une tanière camouflée en bergerie, en lui donnant en plus un droit de légiférer de sorte que le système bancaire suisse s'écroule de lui-même, miné par celui qui est supposé le défendre!

Tous les indices sont là pour démontrer que l'objectif central de la FINMA est de tuer la gestion de fortune classique qui contrevient au dessein final de cette bande. Leur but est de ne plus laisser d'autre choix aux clients que leurs petits amis, les banques commerciales dont le fonds de commerce n'est pas la gestion de fortune mais la création de dettes. C'est flagrant lorsqu'on examine de plus près la lourdeur de la législation qui touche les gérants indépendants et la légèreté avec laquelle ce pseudo gendarme traite l'autre monstre de la finance, dont les assureurs qui sont totalement passés sous silence.

La FINMA est un État dans l'État. Elle doit d'urgence, être profondément revue et corrigée. En commençant par lui retirer toute capacité législative. Ce privilège ne peut appartenir qu'aux élus du peuple. Seul le Souverain et ses élus ont cette capacité en démocratie.

Prendre conscience du risque collectif

Le concept de la BNS a fait perdre au Peuple le contrôle de son risque collectif.

Actuellement, en raison des expositions prises par ses gérants non élus, ça peut très mal tourner sans que, à titre personnel, ils n'encourent quelque sanction que ce soit.

Avec une couverture métal-or ridicule et une surexposition en devises étrangères, le système bancaire suisse peut facilement se transformer en réplique inattendue du séisme grec.

Imaginons seulement que l'une de ces expositions se transforme en grosse perte, ce qui n'a rien d'inimaginable, et notre crédibilité internationale sera très durement touchée. Il suffit d'une brutale contraction du marché des actions ou d'une non moins improbable chute des devises dans lesquelles la BNS est surexposée et le tour sera joué.

Le trou béant ouvert sera, sans forcer le trait, de l'ordre de 150/200 milliards. Qui sera appelé en renfort? Nous citoyennes/ens suisses puisque nous sommes, juridiquement et à deux niveaux, responsables puisque la majorité des titres de la BNS sont en main publiques Confédération /Cantons.

Ensuite, pour pallier la perte, il n'y aura que le biais d'une méga émission obligataire dont la conséquence directe pour nous sera un bond de l'endettement public de la Confédération qui pourrait avoisiner 70% de notre PIB!

Ce sera l'entrée dans le détroit des Dardanelles pour déboucher sur une situation à la grecque provoquée non pas par une mauvaise structure étatique du pays, argument avancé par le FMI et les autres bandits de la finance internationale, pas plus que par une mauvaise structure fiscale. La Suisse est un pays qui pratique une fiscalité lourde contrairement à ce que font accroire nos ennemis.

Si les Suisses veulent rester maîtres de leur destin, ils doivent garder les pieds sur terre et mettre un sérieux coup de frein à cette idéologie dogmatique de monnaie féodale en assurant à leur démocratie directe les moyens indispensables pour rester à la fois compétitifs et souverains.

Jusqu'ici nous avons été épargnés par les méfaits de la corruption, précisément parce que nous avons la maîtrise du système.

L'indépendance de la BNS par rapport à l'État est en fait une dépendance totale aux financiers, ce qui est contraire à la structure politique suisse. La domination des seigneurs de la monnaie, telle qu'elle s'articule actuellement, est tout au contraire une porte ouverte à des dérives de système qui s'apparentent peu ou prou à de la corruption. La Suisse est un havre de sécurité pour nombre de multinationales qui trouvent chez nous à la fois une sécurité politique et une main d'œuvre compétitive le tout adossé à un système financier efficient et une paix sociale enviée de tous.

La Suisse est et doit rester un pays de refuge pour ces entreprises, tant sur le plan fiscal que bancaire. A nous de veiller à ce que leurs pratiques ne contreviennent pas aux intérêts du pays comme de l'environnement en général mais pour atteindre ces objectifs nul besoin de détruire notre système efficace de protection de la sphère privée, si lâchement concédé par notre ministre des finances.

C'est donc bien par la reprise en mains de la BNS que le Peuple suisse, dont les compétences ont été largement reconnues au fil des siècles et qui sait toujours garder les pieds sur terre, freinera une idéologie « wallstreetienne » débridée.

La mise en marche de cette transformation peut se faire à l'occasion des prochaines élections fédérales en choisissant soigneusement des élus qui ont pour credo non pas une souveraineté illusoire de fermeture excessive du pays, mais une volonté claire et sans ambiguïté de prendre en main la production monétaire, seule garantie de l'indépendance financière.

Il est ici question de donner à chaque citoyen un accès DIRECT à la gestion de NOTRE monnaie commune, car la monnaie est le premier attribut du

Souverain. L'État est seulement le serviteur du Souverain, et la monnaie est le premier attribut de Souveraineté, parce qu'elle est avant tout autre moyen politique (votation,...) le moyen pour le Souverain de contrôler l'État, et pas le contraire! Certains partis voudraient collectiviser l'économie, et passer à un régime crypto-marxiste de commerce, il s'agit ici au contraire d'appliquer le principe de subsidiarité et de redonner à chacun la vision et l'action sur sa part de la monnaie commune.

Il est ici question de permettre à l'industrie du pays de se régénérer dans de nouveaux créneaux grâce au modèle économique qui a fait les heures de gloire de la Suisse, en toute indépendance, avec un franc fort, un système bancaire solide qui ne soit pas fondé sur de la dette ni de la monnaie de singe ne reposant sur rien si ce n'est une inscription dans des livres comptables sans règle de contrôle.

Il est temps que les parlementaires fédéraux qui sont élus pour défendre les intérêts du Souverain sur le long terme, reprennent la situation en main et que les citoyens se donnent les moyens physiques de contrôler l'émission de francs suisses par un Institut d'émission qui soit à la fois là pour servir l'économie et s'assurer que l'ensemble n'est pas miné par des positions déraisonnables qui exposent le pays et son économie à des risques indésirables.

En liant le franc à l'€ la BNS a fait tout le contraire et nous a exposé aux aléas de cette monnaie qui n'a pas de structure solide tant et aussi longtemps qu'elle restera une monnaie unique et non pas une monnaie commune. Il convient également de se libérer de la tutelle du \$ US qui nous a démontré les risques que cela nous fait courir, non seulement sur le plan économique mais aussi sur le plan législatif puisque cela a permis à une puissance étrangère d'imposer à notre gouvernement une violation crasse de nos lois. D'abord à l'égard de personnes étrangères qui ont eu confiance dans notre système bancaire et qui ont été honteusement et lâchement trahies. Ensuite, et c'est autrement plus honteux, à l'égard de collaborateurs qui n'ont rien fait d'autre que de respecter les instructions et notre propre législation. Tout ça pour assouvir les besoins hégémoniques de Wallshington aux abois et d'une poignée de grossistes en monnaie qui tiennent, de fait, le monde. Ils ont simplement mis en application le principe de Mayer Amschel Rothschild « *donnez-moi le contrôle de la monnaie d'une nation et je me moque de celui qui fait les lois* ».

En d'autres termes et pour que tout citoyen suisse comprenne bien ce qui se passe depuis la crise de 2008, orchestrée et voulue par les marionnettistes qui ont provoqué la chute de Lehmann Brothers, facteur déclenchant du marasme actuel, il suffit de réaliser qu'en liant notre monnaie au \$ US comme monnaie de compte, d'échange ou encore de réserve, les dirigeants de la BNS ont condamné notre propre système bancaire et nos lois à disparaître.

Il est évident que cette situation ne peut que réjouir la gauche caviar et les crypto-marxistes qui ont vu là l'occasion inespérée de pousser leur projet de détruire la protection de la sphère privée. Ils n'ont tout simplement pas vu ni compris que la cible réelle n'était pas seulement celle-ci mais la destruction programmée de notre Souveraineté monétaire. A moins que, suprême trahison, ce soit justement leur cible principale.

Outre ces effets collatéraux peut-être difficiles à comprendre, il en est un que tout le monde comprend à l'envers, c'est l'application de taux négatifs à l'épargne des suisses au travers de leurs fonds de pension. C'est la dévaluation de la monnaie par la création monétaire discrète des banques qui détruit l'épargne. Dans la mesure où la législation contraint lesdites caisses à posséder une partie de leur patrimoine en monnaie domestique et que ces investissements ne sont jamais de nature spéculative, l'application de taux négatifs relève tout simplement de destruction de la valeur intrinsèque de l'épargne de personnes qui ont été contraintes de cotiser au deuxième pilier! Sans oublier que ce facteur s'ajoute à la vraie atteinte à l'épargne, qui est la création monétaire secrète. Elle entraîne une dévaluation mathématique en supplément de la redistribution du pouvoir qui est la conséquence d'une création de nouvelles actions dans un capital de société. Que le conseil fédéral et les chambres fédérales laissent faire en dit assez long sur le niveau de compromission de ce monde politique là. Dès l'annonce de cette intention, l'ensemble de la classe politique devait se lever et mettre un holà immédiat à cette entreprise de nature mafieuse, les fonds étant captifs du système monétaire suisse. En réalité, cette absence de réaction ne cache-t-elle pas une autre réalité autrement plus cruelle, la totale perte de contrôle de la politique monétaire par nos élus

Lorsque la BNS décide de manière unilatérale et publique de soumettre le franc suisse prospère à l'€ en sursis, à commencer par le change par

création monétaire, cela soulève un double problème urgent: la pertinence en termes d'investissement et la légalité de la décision. La BNS a englouti quotidiennement des sommes faramineuses dans l'achat d'une monnaie en perte de vitesse, sans parler du \$, lui-même très malade. L'€ court un risque réel de disparition et ce n'est pas l'apparente accalmie du cas grec qui annonce une embellie de longue durée. Ce n'est qu'un répit et il suffirait que le gouvernement actuel tombe, provoquant de nouvelles élections et en sortie une nouvelle majorité très nationaliste, et la Grèce redeviendra une très grosse épine pour la zone €. Les € et les titres libellés dans cette monnaie partiraient alors totalement en fumée. A cela s'ajoute de l'avis des spécialistes un risque élevé d'inflation et de perte de pouvoir d'achat! En clair, la politique insensée de la BNS a de grandes chances d'affaiblir non seulement le franc suisse mais l'ensemble du pays, avec tout ce que cela comporte de vicissitudes d'ordre tant économique que social avec une hausse sensible du chômage.

La question que tout citoyen/nne suisse devrait logiquement se poser est: la BNS est-elle autorisée à renoncer à son indépendance par sa propre décision?

Pour une majorité d'entre nous, la réponse à cette question est, compte tenu du fait que la BNS est la gestionnaire de fortune du peuple souverain, NON.

Grossière erreur, cette réponse est OUI, la BNS et ses dirigeants non élus peuvent tout faire seuls sans en référer à qui que ce soit! Plus grave, sans encourir quelque sanction que ce soit non plus. C'est ainsi qu'elle s'est permis d'aliéner notre souveraineté monétaire en liant le franc à l'€, ou de passer des accords secrets avec des organismes internationaux, par exemple avec la BIS.

Bref, jusqu'où peut aller la BNS sans en référer au peuple ou à ses élus? Sa souveraineté prime-t-elle sur la souveraineté du peuple en cas de divergence d'opinion? Si oui, cela signifie que la BNS est hors du système démocratique et de toute législation qui reconnaît le peuple comme Souverain! La question est non seulement importante mais existentielle par les temps qui courent.

Pour sauver les apparences, les dirigeants de la BNS ont avancé la défense de l'industrie d'exportation pour lier le cours du franc à celui de l'€. Que cet argument soit partiellement défendable, c'est possible, mais pas dans une telle proportion et surtout pas avec un tel effet d'annonce publique. La récente

perte de la BNS a montré qu'il s'agissait plutôt de protéger la liquidité des grandes banques à qui la BNS a acheté les titres, car les titres ont baissé mais pas la monnaie centrale que la BNS a créé en contrepartie sur les comptes des grandes banques. Par ailleurs, le credo dominant de la majorité politique du pays est celui du libéralisme le plus ouvert possible, ce qui induit directement la responsabilité individuelle de chacun, autre grand credo de cette même majorité. Quoiqu'il en soit, les coûts éventuels n'ont aucune commune mesure avec celui des masses financières injectées dans le tonneau des Danaïdes qu'est l'€. Par ailleurs, il semble évident qu'en « téléphonant » son soutien la BNS fait largement le jeu de toutes sortes de spéculateurs, à la hausse comme à la baisse, ce monde-là n'étant pas peuplé que de blanches colombes.

Cette pratique aveugle de la libre création monétaire par des « grossistes de monnaie scripturale » tels UBS ou CS, ouvre un nouveau front de risque systémique, celui de la non couverture de prêts faits par ces négociants de monnaie tant à des privés qu'à des collectivités publiques en zone €. D'ailleurs dès le lendemain de l'annonce de l'abandon du cours plancher, le ciel est tombé sur la tête de ces débiteurs qui, de toute bonne foi, ont misé sur le sérieux du label « suisse ».

Que va-t-il se passer si nous sommes face à un défaut collectif ou majeur desdits débiteurs? Il va falloir, une fois de plus, que nous, citoyennes/ens suisses assumions un risque colossal pris par des inconscients sur notre fortune collective, détenue par la BNS, parce que les banques nous tiennent en otage en gérant nos comptes de paiement et de placement dans leur bilan. En cas de faillite, adieu!

En réalité et dans les faits, la BNS cautionne un Ponzi dont celui de Madoff ressemble à une gentille plaisanterie de kermesse.

La BNS comme toute banque centrale doit veiller aux engagements/dettes qui ont financé ses actifs. Comme tout établissement, son actif doit être supérieur à son passif. Aussitôt que le déséquilibre se produit, la BNS devra passer par la planche à billet pour payer et ce faisant ne respectera juste plus la règle de perte de capitaux propres, qui sera devenue purement artificielle. Cela montre que les réserves ne sont pas liées à la gestion de la comptabilité monétaire et devraient être séparées. La comptabilité doit être gérée hors

bilan de la structure qui la gère. Aussi compliqué que cela puisse paraître la BNS a certainement dans sa comptabilité réelle des valeurs qu'un simple privé ne pourrait présenter dans son bilan et du même coup présenter à ses actionnaires, pour la majorité des miliciens de la politique issus des cantons actionnaires, des états financiers bien plus flatteurs que la réalité matérielle. Quand bien même le système législatif actuel le lui permet, la réalité du marché peut rattraper la BNS, et donc nous, du jour au lendemain, transformant le magnifique carrosse en vulgaire citrouille.

Souvenez-vous du grounding de Swissair, c'est exactement le même cas de figure qui nous pend au nez à cause des mêmes dérives conduites par des individus qui, pour partie, viennent des mêmes milieux et donc reproduisent les mêmes travers avec les même effets potentiels. Nous nous rapprochons inexorablement d'une conjonction mortelle au vu de ces engagements irresponsables, celle où le rendement des actifs passe en négatif et au moment où (pour couvrir les positions) la BNS émettra de la monnaie physique supplémentaire. Avec ce montage ubuesque le peuple suisse, connu pour être travailleur, économe et particulièrement prudent, subit à son insu un cumul de peines. D'une part la fonte de son patrimoine et la perte de son indépendance monétaire, par la dévaluation monétaire secrète, avec en prime le risque d'avoir à passer à la caisse pour des décisions qu'il n'a pas prises. Sans compter celui, soigneusement caché par ces apprentis sorciers, celui d'être avalé par une UE qui mène la vie dure à notre système de plein emploi en s'en prenant à nos structures fiscales que certains de ses membres dont la perfide Albion ou l'inattendue république lusitanienne concurrencent allègrement et avec des impositions autrement plus agressives.

Il ressort de tout cela que la structure actuelle de la BNS constitue un point de fragilité majeure de l'avenir tant économique que financier du pays, et d'avoir à constater qu'une très forte majorité des chambre fédérales ne réagit pas fait tout simplement froid dans le dos.

Il n'est pas impossible qu'en réalité, la vassalité des dirigeants de la BNS soit nettement plus accentuée qu'il n'y paraît et qu'en réalité, le schéma secret qu'elle met en place depuis plusieurs années, soit de forcer le Souverain à tomber tout cuit entre les (es)crocs de la finance de l'UE.

Quoiqu'il en soit, nous devons nous réveiller!

En raison d'une absence coupable de relais dans la presse économique du pays, l'initiative sur l'or est non seulement passée à la trappe, mais encore le débat nécessaire et indispensable à la bonne compréhension de son objectif a été totalement escamoté. La meilleure preuve c'est qu'il a suffi d'une déclaration des dirigeants de la BNS, sagement bien relayée elle, pour que la majorité des Suisses ne voyant que le gros chiffon rouge qui leur était agité devant les yeux « protégeons le cours plancher et vos emplois » suive naïvement ce mot d'ordre.

La réalité était tout autre et les événements qui ont immédiatement suivi l'ont prouvé, la préoccupation de ce quarteron n'était ni la protection de l'emploi indigène ni le maintien d'un cours artificiel et débile, mais d'éviter d'avoir à montrer sa situation réelle et catastrophique fort bien masquée par des jeux d'écritures coupables.

Si le retour à une base or avait été accepté par le peuple, qui l'aurait votée si on l'avait correctement informé, la vérité des comptes de la BNS serait apparue au grand jour par un effet plus psychologique que « matériel ». L'énorme Ponzi aurait transparu des comptes et le grounding type Swissair serait sorti de la boîte de pandore : le roi est nu !

Il y a d'ailleurs des similitudes entre la fuite en avant de Swissair et celle de la BNS. Le récent achat d'actions de gisements de gaz de schiste sur le continent Nord-américain ressemble à s'y méprendre aux rachats débiles de compagnies aériennes exsangues par notre défunte compagnie aérienne nationale. Le taux négatif sur les fonds de pensions suisses de citoyens suisses ressemble quant à lui au siphonage de la caisse de retraite de la compagnie qui a dépouillé d'honnêtes travailleuses et travailleurs de leurs économies.

Si nous ne voulons pas que le même schéma produise les mêmes effets mais cette fois-ci sur l'ensemble des citoyennes et citoyens de ce pays, il est non seulement grand temps de tirer le frein à main mais aussi de se saisir de la BNS, d'en congédier les dirigeants avec une assignation à résidence accompagnée d'une interdiction de quitter le territoire et d'un blocage de la totalité de leurs avoirs, y compris immobiliers familiaux.

La clé de voûte de la démocratie suisse est de faire du Peuple son Souverain dont doit dépendre la totalité des prises de décisions le concernant. Quelles sont donc les solutions juridiques à cette reprise en main par le peuple ?

Force est de constater qu'actuellement la BNS échappe totalement à ce principe et ses pratiques tant dans le domaine des changes que des investissements hors du pays sans même parler de l'abaissement criminel de la couverture or du franc, doit nous conduire à lancer un large mouvement citoyen de reprise en mains de notre « trésor national » !

Comment retrouver une situation saine ?

Si nous admettons que la structure actuelle de la BNS constitue un risque systémique, pour ne pas dire sismique, trop important, alors démontons-la et transformons-la en une vraie banque centrale qui réunisse la totalité des seuls vrais possesseurs de cette fortune collective, les citoyennes et les citoyens suisses.

Impossible n'étant ni français ni suisse, et au mieux une excuse pour ceux qui ne veulent rien entreprendre de peur de perdre leurs avantages, il est possible de transformer cette société privée défendant des intérêts de plus en plus troubles, en une société reposant sur l'intérêt général.

Il existe dans le droit suisse un véhicule juridique qui correspond à cet objectif, c'est la coopérative. C'est d'ailleurs l'outil juridique choisi par un précurseur de la grande distribution dans notre pays, le visionnaire Gottlieb Duttweiler. Il est parti de rien et son idée s'est transformée en « success story » et appartient au top 500 des sociétés de la planète. Fondée sur le principe de l'intérêt général et non plus celui d'une élite le plus souvent étrangère, la BNS pourrait ainsi devenir la Fédération Suisse des Coopératives Monétaires Cantonales ou FSCMC. Elle regrouperait l'ensemble des CMC (Coopératives Monétaires Cantonales). Le principe est simple : chaque citoyen suisse se voit attribuer une part sociale de la coopérative de son canton, qui représente l'ensemble des citoyens-coopérateurs du canton concerné. Chaque CMC détient une des 26 parts de la FSCMC.

Les coopératives cantonales tiennent des Assemblées générales, lesquelles donnent les instructions aux délégués qui les représenteront à l'exécutif de la FSCMC. Ne peuvent siéger à l'exécutif de la fédération que des personnes n'ayant jamais collaboré à des activités de création monétaire selon l'ancien régime de la BNS. L'exécutif comporte 26 membres plus un représentant de l'exécutif fédéral.

La FSCMC serait audité par un comité citoyen de 5 personnes. Ce comité d'audit serait composé d'un représentant par région linguistique, d'un

représentant de la confédération issu de l'administration fédérale des finances et d'un citoyen tiré au sort pour une année. Tout citoyen peut participer à sa demande aux contrôles d'audit récurrents.

Chaque citoyen dès sa naissance détient un compte de paiement et un compte de titres dans sa CMC. La CMC gère les comptes en dehors de son bilan propre, comme les banques privées. La création monétaire se fait exclusivement par l'augmentation identique de la limite de découvert sur les comptes de citoyens, comptes de paiement et comptes titres. Le découvert sur le compte de titres peut seulement être utilisé pour des investissements de titre, le découvert sur le compte de paiement peut être librement utilisé pour tous les achats de son titulaire.

L'ensemble des comptes de titres représente un fond Souverain. Chaque citoyen (ou son représentant légal) peut le gérer directement ou le laisser gérer par la FSCMC.

Seule la FSCMC conçoit et gère de la monnaie en pièces et en billets lesquels bénéficient d'une couverture or d'au moins 70% et sont seuls autorisés à porter le titre de « franc suisse ». La quantité de billets/pièces en circulation est soumise à l'accord du comité central. La monnaie est émise seulement à travers les CMC contre les unités de monnaie scripturales des comptes de paiement des citoyens dans leur CMC.

L'exécutif de la FSCMC peut ainsi seulement prendre 3 décisions de politique économique: fixer la quantité de billets à fabriquer, décider de combien augmenter le découvert individuel sur les comptes de paiement, ainsi que sur les comptes titres. Il doit aussi assurer la gestion des comptes titres qui lui est éventuellement déléguée par chaque citoyen, dans l'intérêt du Peuple. Tout le reste de son travail consiste à assurer l'audit et la transparence du système.

La FSCMC se finance par une cotisation annuelle des CMC, proportionnelle au nombre de citoyens coopérateurs. Chaque CMC se finance par une cotisation annuelle couvrant ses frais fixes, et un coût de transaction entre comptes couvrant ses frais variables.

La FSCMC et les CMC ont un rôle éducatif important à jouer sur l'importance démocratique des décisions économiques d'achat et surtout d'investissement, en Suisse et aussi dans tous les pays dont les flux migratoires anormaux témoignent d'un désordre économique : avec un compte monétaire par citoyen, plus besoin d'émigrer dans un autre pays.

En synthèse, la conséquence des dérives successives de la BNS est que la première action que doit entreprendre le prochain parlement est la transformation, à froid, de la BNS en une fédération suisse de Coopératives monétaires cantonales, soit une structure nettement plus démocratique et transparente.

C'est sur l'engagement personnel des candidats aux chambres fédérales que devra se prononcer le Souverain car c'est bien de la qualité et de la fiabilité de l'Institut national d'émission bancaire que dépend l'ensemble des sujets politiques qu'ils soient de nature sociale, scientifique, économique.

Sans parler de l'avenir énergétique du pays qui constitue certainement l'enjeu majeur des prochaines années vu la disparition prochaine et bienvenue du risque atomique que nous font courir des centrales vieillissantes.

Ce tournant énergétique est certainement la meilleure décision du conseil fédéral de ces dernières années, imitant la chancelière allemande. Ce virage doit et peut fort bien être financé à l'interne par un Institut d'émission monétaire restauré et définitivement dédié à la prospérité du pays et non pas asservi à des intérêts financiers qui n'ont rien à voir avec nos valeurs et notre histoire de Peuple laborieux, respectueux de son environnement et arc-bouté sur la défense de sa Souveraineté depuis sa fondation.

Quelle finalité pour ce changement fondamental ?

Outre la stabilisation de sa monnaie et son renforcement, la Suisse est confrontée à un autre enjeu majeur, le virage énergétique.

En résumé, la Suisse est dépendante de l'extérieur pour son approvisionnement énergétique. Elle n'est donc pas souveraine puisqu'elle doit composer avec d'autres pour assurer le fonctionnement de son industrie lourdement dépendante d'une fourniture constante en énergie toujours plus coûteuse.

Nous sommes parmi les meilleurs en matière de gestion hydraulique mais nous arrivons aux limites de cette énergie. De plus le réchauffement climatique ne nous aide pas avec une fonte de masses glacières qui s'accélèrent.

Nous devons réagir pour rester maîtres de notre destin industriel.

RÉVEILLONS-NOUS!

La réforme de l'énergie

La Suisse est très bien cotée pour sa gestion des déchets mais moyennement évaluée pour sa capacité à les transformer en énergie. Il y a là une importante marge de réorientation des activités de certaines de nos industries devenues obsolètes avec le temps.

L'un des premiers financements que pourront faire les citoyens grâce à la création monétaire de leur CMC sera en priorité celui des sources de consommation énergétiques. De manière individuelle, ce sera celui d'un équipement ménager à basse consommation pour les uns, pour les autres des travaux liés à la réduction de consommation dans leur maison et de manière coordonnée, des investissements industriels rassemblant un grand nombre de coopérateurs citoyennes/ens.

Le champ de travaux est tout simplement phénoménal de même que les sources de commerces qui y seront liées, sans oublier que les revenus bénéficieront finalement à chaque coopérateur. Autrement dit nous aurons accès à des financements directs par l'émetteur exclusif de francs suisses, et à taux 0, ce qui n'a rien à voir avec l'usure!

Il y a surtout un pan entier d'industries nouvelles à mettre en route et qui, grâce notamment aux savoir-faire que génèrent nos Hautes écoles polytechniques fédérales, peuvent aisément devenir une nouvelle manne d'exportation.

On entend trop souvent que nous n'arrivons pas à lutter contre l'industrie de provenance asiatique. La question est plutôt de savoir ce que nous avons tenté pour y parvenir! En tout cas rien par le biais de financements intérieurs provenant, comme par hasard, de la BNS!

Il est dès lors essentiel de faire quelques rappels techniques. Sous nos latitudes, un panneau est éclairé pendant environ 1000 heures d'équivalent plein soleil, ce qui signifie qu'une puissance de 1 Watt installée produit environ 1 kWh par an, soit 25 kWh en 25 ans, durée de vie habituellement garantie.

Ce qui veut dire qu'en plaine, avec les panneaux actuels offrant entre 150 W et 190 W par mètre carré, 1 m² installé produira en moyenne entre 150 et 190 kWh par année.

10 m² de panneaux solaires permettent aujourd'hui de faire fonctionner une pompe à chaleur sur l'année pour une maison bien isolée et d'une surface de référence énergétique de 200 m². A titre indicatif pour nos lecteurs «verts» qui ne sont pas anti-voiture, 15 m² permettent de parcourir 10'000 kilomètres avec une voiture électrique, sans qu'il n'y ait un milliwatt de nucléaire et en toute indépendance énergétique!

La rénovation d'une chaufferie vers une pompe à chaleur compensée par une consommation de photovoltaïque produit localement a un impact, à la fois local et global. Pour ses utilisateurs, le bâtiment devient immédiatement autonome en énergie, sans augmenter le prix d'utilisation pendant le retour sur investissement, avant de passer à une utilisation quasi-gratuite ensuite. Pour la collectivité, cela évite des importations d'énergie fossile, ce qui améliore la balance commerciale.

Dans les 2 cas l'intérêt est clair.

Sur le plan budgétaire, le coût de 1 kWc installé oscille entre 1500 francs pour les gros projets de plus de 100 kWc et 5000 francs pour des projets de moins de 10 kWc. Ce qui donne un prix de revient du kWh produit entre 6 ct/kWh et 20 ct/kWh hors subvention à l'investissement et hors rabais fiscal. Le prix de vente du produit SIG vitale vert est de 30 ct/kWh et est composé de 2,5% d'énergie solaire PV. Il tombe sous le sens que les citoyens ont tout intérêt à financer ce transfert énergétique. A fortiori quand les SIG rachètent actuellement le surplus de production 16 ct/kWh.

Sur cette base simple et facile à comprendre, même pour un banquier central, (provocation) on réalise que l'autonomie énergétique est une voie très rentable.

Là où tous les Suisses devraient être inquiets et devenir très méfiant à l'égard des dirigeants de la BNS c'est lorsque, au lieu d'investir massivement dans ces plans de rénovation énergétique, ils achètent pour 2,1 milliards (selon les

sources trouvées) d'action de sociétés Nord-américaines impliquées dans les forages de gaz de schiste.

Si un banquier ne comprend pas ces chiffres, c'est soit qu'il est bouché, (provocation) ce dont je doute tout de même, soit qu'il a investi dans le nucléaire et les gaz de schistes... On a de la chance, il semble qu'il a compris que le gaz de schiste, ce n'était pas la solution en la revendant aux autres qui dirigent la BNS.

Grâce à la transformation de la BNS en coopératives, le financement de tels projets sera à la fois naturel et bien moins onéreux puisque toute la marge usuraire habituelle aura disparu au profit de la réalisation de projets d'importance significative pour le pays.

L'enjeu des infrastructures

A côté du virage énergétique, le second très gros enjeu de la Suisse dans la décennie à venir est de s'assurer un réseau de transport performant tant par le rail que par la route.

On nous raconte une fable qui se vend très bien « on n'a pas l'argent ». Sous ce titre ma foi trompeur on plonge le peuple dans la torpeur voire la peur du manque. Un peu comme un toxicomane qui craint de manquer de doses. En réalité, la Suisse a largement les moyens de ses ambitions, encore doit-elle les mettre à disposition des enjeux qui comptent pour elle et son avenir.

Au cas où la Berne fédérale ne l'aurait pas réalisé, nous ne sommes pas entourés d'amis mais, comme sur Facebook, d'amis virtuels.

Nos voisins utilisent en réalité la Suisse comme plate-forme de décharge de leur chômage endémique et, parallèlement, nous mettent un maximum d'embûches sur le chemin. Qu'elles soient de nature financière ou fiscale, ces entraves fonctionnent car nous ne sommes pas gouvernés par des personnes qui veulent défendre notre pays, mais cherchent à plaire à un conglomérat dont le fonctionnement est profondément contraire à nos règles et coutumes politiques.

Il en résulte que nous ingérons, comme des bœufs nourris de farine animale qui finissent décérébrés, une législation que nous n'avons pas débattue ni même voulu débattre.

La Suisse ne peut et ne doit compter que sur elle-même et sa position d'île sans rivage la contraint à disposer d'un réseau de communication terrestre hors pair. Emportés dans le vent des libéralisations débiles, les CFF sont désormais d'avantage une agence immobilière qu'une régie de transports publics. Il s'en suit que ses dirigeants sont plus acharnés à faire des promotions immobilières qu'à voir arriver les trains à l'heure et à soigner un personnel toujours plus sollicité et de moins en moins bien traité et considéré.

Pour faire court l'ex-régie fédérale dont le patrimoine a été entièrement accumulé grâce à l'effort du Peuple suisse enrichit désormais son bilan mais délaisse sa mission première qui est pourtant essentielle pour le pays : entretenir, développer et innover en matière de transport ferroviaire. Au lieu de ça ses dirigeants vont commander des trains qui, comme leurs convois, ne sont pas livrés à l'heure et, qui plus est ne sont pas fabriqués par des entreprises suisses. Plusieurs chantiers majeurs sont pourtant à l'agenda dont celui du trafic pendulaire en gare de Cornavin. Certes les deux propositions officielles sont mal aiguillées, car c'est en réalité la solution de Rodolphe Weibel qui est la bonne pour décongestionner à moindre coût ce nœud en cul-de-sac en le reliant par une boucle au réseau général. Que l'on peut résumer de cette façon succincte mais dont la globalité se comprend parfaitement en consultant l'article publié dans « Domaine Public ».

Le concept « Weibel »

Toute personne qui est venue ou passée par Genève sait que cette ville est un souci majeur en matière de transport. Lors de travaux de la Constituante (2008/2012) nous nous étions sérieusement penchés sur cette question avec Bénédicte Hentsch et avons fait une proposition d'article constitutionnel intitulé « infrastructures ». En gros ce projet était voisin de celui de M. Weibel mais basé sur les travaux de l'urbaniste Charles Pictet. Le point commun à ces deux approches est que toutes deux permettent de désengorger le trafic de l'hyper-centre dans une proportion tout-à-fait significative. Malheureusement l'opposition des milieux écologistes fondamentalistes et les errements de la droite la plus rigide ont eu raison de l'inscription de cette vision dans notre constitution. C'est plus que regrettable non pas que cette disposition ait été essentielle à la qualité constitutionnelle de l'ensemble, mais parce qu'elle imprimait un mouvement organisationnel clé pour la qualité de vie à Genève.

Si je parle de cette question ici, c'est que ces projets sont à la fois importants pour la Suisse en général et Genève en particulier. Pour la Suisse car la proposition décrite ci-dessous coûte nettement moins cher et qu'elle permet une augmentation significative des flux commerciaux globaux, c'est-à-dire incluant le transport des personnes qui se rendent à leur travail. Autrement dit des infrastructures indispensables au maintien de compétitivité et

d'attractivité de la Suisse. Typiquement le genre d'infrastructure qui doit être financée par une BNS au service des citoyennes/ens et non pas inféodée à Wallshington.

L'enjeu ferroviaire

La prochaine mise en service du CEVA pose une série de questions complexes. La première n'est pas la plus lourde, quelle sera l'offre de trajets directs reliant le réseau Sud (Annemasse) à l'extrémité Ouest (Cointrin) ou encore ce même réseau Sud au Nord du réseau Suisse, et ainsi de suite. La seconde question, comment gérer un tel accroissement de l'offre avec une ligne en cul-de-sac (Annemasse - Cointrin). La troisième question, comment rendre fiable cette nouvelle ligne avec une gare centrale obsolète et saturée qui fait courir un risque d'accident majeur aux usagers.

Comme nous l'avions envisagé, empiriquement à la Constituante, la clé n'est certainement pas dans la démolition d'un quartier, qui plus est comportant de magnifiques immeubles XIX^e, ni en injectant des milliards dans une solution souterraine. La solution est de faire sauter le verrou de Cointrin et de rallier, en voie enterrée s'il le faut, le réseau principal dans la région de Mies.

Comme nous l'avions anticipé en 2011, il convient de faire une traversée lacustre multi-modale, incluant le train de sorte que l'ensemble de l'agglomération soit enfin dotée d'un périphérique, ou S-Bahn pour nos amis d'outre-Sarine. Tout comme les finances fédérales l'on financé pour Zürich.

Par l'effet de la double boucle qui est ainsi créée (voir le projet Weibel), on parvient à réduire considérablement le trafic qui transite par la gare centrale, ce qui rend toute extension inutile! Cela permettra aussi de finir correctement le concept de la gare de Cointrin telle qu'elle était prévue initialement.

L'enjeu routier

Il est déjà très difficile de faire comprendre que cet enjeu est très important pour la Suisse tout entière à nos confédérés. Ça devient mission impossible lorsque les

propres représentants de Genève aux Chambres sont incapables de défendre leur propre État, préférant l'exercice de solistes qui n'est pas exempt de fausses notes vu leur manque de maîtrise de l'instrument. Et pourtant, c'est une réalité, le réseau autoroutier suisse est d'intérêt tant national qu'international. Il n'est pas très simple de passer par un financement « fédéral » au sens propre, passer par une BNS renouvelée, attachée à la prospérité réelle de la Suisse, prend tout son sens ici.

Fondé sur ce paradigme, le financement de la traversée lacustre présente un fort intérêt confédéral puisqu'il s'inscrit dans la réalisation du maillon manquant et efficace du périphérique contournant le cœur de l'agglomération par le Nord. Notre proposition de 2011 différait des autres sur un point, la sortie sur la rive gauche. Plutôt que de sortir trop proche du lac, il convient de sortir sur la plate-forme de Vallard largement surdimensionnée et idéale pour en faire un nœud de transfert modal comme de départ/arrivée du contournement. Sur le plan financier, les projections les plus récentes laissent apparaître un coût de réalisations des projets présentés l'un de l'autre à environ 7 milliards alors que la réalisation du projet « Weibel » esquissé ici est de l'ordre de 4,1 milliards. Autrement dit en ayant un réseau bien plus performant et nettement plus utile tant à la Suisse qu'à Genève, on réalise une économie colossale!

C'est ce genre de projet qu'il faut défendre ensemble à Berne mais c'est aussi et surtout un exemple type d'infrastructure qui peut être financée par la FSCMC puisque l'un de ses buts sera précisément d'assurer à la Suisse son développement et l'amélioration de ses infrastructures.

Changer le transport

Nous étions dans la démonstration locale classique. Il est un projet d'importance majeure pour la Suisse, non plus comme seul moyen de transport, mais aussi comme démonstration de notre savoir-faire technique, nouvelle source d'exportation et donc de devises.

Ce projet c'est « swissmetro » soigneusement englouti dans les cartons par l'entrée de l'UBS dans le capital. Certainement parce qu'il contrevenait à d'autres intérêts plus puissants. En réalité ce projet est génial. Nous savons,

depuis quelques mois, qu'il est possible de faire voyager un train, en surface à plus de 650 km/h par sustentation magnétique. L'obstacle n'est donc pas la vitesse ni la difficulté mécanique. Sachant que Swissmetro ne comporte aucune expropriation puisqu'il se déplace en profondeur, sa réalisation pourrait être entreprise sans devoir attendre l'issue de procédures. Si on y ajoute que son principe mécanique est encore plus puissant que celui de la sustentation magnétique simple puisque s'y ajoute le vide d'air dans le tube pour supprimer les frottements et leurs pertes), on se dit que ce moyen de transport est porteur d'un avenir exceptionnel. A l'époque on parlait de relier Genève à Zürich en 30 minutes. Autrement dit, on agit de façon très déterminante à la fois sur l'utilité de la voiture, du train et de l'avion.

Si les banques liées à Wallshington n'en veulent pas parce que les intérêts qu'ils défendent ne sont pas ici, rien n'empêchera la fédération suisse des «Coopératives Monétaires Cantonales» de le financer car il répond aux intérêts tant présents que futurs d'une Suisse modèle, tant en technologie qu'en savoir-faire pour des constructions complexes.

Devant ces projets enthousiasmants, le pathétique constat de la situation monétaire actuel doit nous réveiller! La transformation de la BNS en FSCMC est un outil de financement qui nous permettra, à nous citoyennes et citoyens, de remplir ces missions abandonnées par les CFF nouvelle mouture.

En lançant un financement coopératif par le biais de la FSCMC, nous réaliserons ce que les anglo-saxons appellent «crowd funding», qui assurera ce redémarrage des investissements infrastructurels si importants pour la Suisse de demain comme ils l'ont été pour la Suisse d'hier dont nous profitons tant aujourd'hui!

Conclusion

Il est très important que, collectivement, nous comprenions que nous disposons de droits politiques autrement plus étendus que la quasi-totalité des citoyens de ce monde. Nous ne devons pas nous priver d'en faire usage. L'ensemble de l'édifice politique suisse repose sur la solidité et de sa devise et de son économie, qui en constituent la colonne vertébrale. Son système social notamment se trouve au niveau où il est grâce à ce duo qui est à la fois l'épine dorsale et la moelle épinière du succès de notre modèle.

Il est dès lors essentiel que nous, citoyennes et citoyens de ce pays, reprenions le contrôle de ce qui constitue notre « trésor commun » : l'émetteur de notre devise.

Vous l'aurez compris, employer le terme monnaie revient à entrer dans la dérive que nous critiquons ici. La transformation de la BNS en une fédération de Coopératives Monétaires Cantonales constitue certainement le plus sûr moyen de s'assurer d'une part que nous maîtrisons le flux d'émission et que celui-ci est assuré par la seule volonté du Souverain et en fonction de ses besoins propres. Sans qu'il soit question ici de revenir à une couverture intégrale de notre devise par du métal précieux, nous devons très rapidement retrouver un niveau adéquat à la protection de notre économie en cas de grosse tempête monétaire.

Actuellement avec un taux de couverture métal très insuffisante, la « maison suisse » est très exposée à un tsunami qui ne saurait tarder. Tout cela à cause d'une politique monétaire totalement opaque, conduite par des individus dont on ne sait pas grand-chose et dont on ne connaît surtout pas les liens avec les cliques londoniennes et new-yorkaises qui orchestrent cet énorme Ponzi. C'est un peu comme un poster publicitaire dont on est trop près. Il n'est plus possible de voir l'ensemble alors que, de loin, il est à ce point séduisant qu'on se laisse charmer. Ne nous y trompons pas, cet attrait hypnotique c'est celui de Ka dans le livre de la Jungle, il est mortel à terme. Nous devons, puisque nous en avons les moyens démocratiques, sonner la fin de la récréation.

Il n'appartient qu'à nous de reprendre la main et de remettre de l'ordre dans ce bazar afin de faire perdurer le modèle de démocratie que les citoyens du monde entier nous envient.

En suivant le modèle qui vous est ici proposé c'est non seulement une «République citoyenne» qui sortira renforcée des urnes mais c'est aussi la promesse d'une économie encore plus puissante puisque nous lui donnerons les moyens de prendre un virage énergétique qui sera crucial demain. Tout comme le sera la modernisation de nos infrastructures de transports qui, de leur côté assureront la fluidité de mouvements tant aux personnes qu'aux marchandises à l'intérieur de notre pays.

CITOYENNES ET CITOYENS DE GENÈVE,
METTONS-NOUS EN MOUVEMENT.

RÉVEILLONS-NOUS LE 18 OCTOBRE!



On se sent tellement plus léger
quand on a dit ce que l'on a
sur le cœur...

Patrick Dimier

Table des matières

Introduction.....	5
Pouvoir financier.....	6
La volonté de résister.....	7
Petit résumé historique.....	9
Illustration comptable.....	10
La résistance face à l'hégémonie du \$.....	14
Reconstruire	15
Le faux argument du repli	17
La BNS appartient-elle aux citoyens suisses?	20
Prendre conscience du risque collectif.....	28
Comment retrouver une situation saine?.....	37
Quelle finalité pour ce changement fondamental?.....	40
La réforme de l'énergie	41
L'enjeu des infrastructures	44
Le concept « Weibel ».....	45
L'enjeu ferroviaire.....	46
L'enjeu routier.....	46
Changer le transport	47
Conclusion	49

RÉVEILLONS-NOUS ! Post Tenebras Lux

<http://postluxtenebras.blog.tdg.ch/>

RÉVEILLONS-NOUS !

Le 18 octobre 2015
votez la liste n° 8



**UNE IDÉE
D'AVANCE**